

PCF

Parti
Communiste
Français

L'Humain d'abord



Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 2 au 15 juin 2014 – n°151

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

La gauche n'a pas la vocation de Titanic Par Jean-Paul Piérot

Loin d'être un antidote à la politique d'austérité, le vote FN, quand il atteint de telles proportions, est le symptôme d'une crise politique profonde et dangereuse.

Elle avait tellement été banalisée, présentée comme unique enjeu du scrutin que la victoire du FN semblait hier matin, aux yeux de millions de Français, n'être que l'issue annoncée. Les mots « séisme », « tsunami » et autre « lame de fond » apparaissaient à la une de journaux, ou à la bouche de commentateurs qui avaient relayé jusque-là sans état d'âme la propagande d'une extrême droite en quête de respectabilité. Nous, nous n'avons pas attendu cette triste soirée du 25 mai pour dénoncer l'imposture de la maison Le Pen visant à dévoyer les colères que suscitent tant de reniements, d'espairs trahis par un gouvernement se réclamant de la gauche. Que le Front national soit porté à la tête d'une élection nationale par un votant sur quatre, ce n'est pas une péripétie dans une élection qualifiée d'éruptive. Loin d'être un antidote à la politique d'austérité, le vote FN, quand il atteint de telles proportions, est le symptôme d'une crise politique profonde et dangereuse. Quand la gauche ne porte pas les aspirations sociales, apparaît insensible aux souffrances et aux injustices, aux demandes de protection pour les plus faibles, elle laisse le champ libre à l'extrême droite.

Il y a péril en la demeure. Le Parti socialiste, qui a été pour la deuxième fois sévèrement sanctionné dans les urnes, va-t-il continuer à ignorer le mécontentement qui grandit jusque dans ses propres rangs ? On reste confondu devant la réaction de Manuel Valls, qui au lendemain de la débâcle a affirmé qu'il n'y avait pas à modifier sa feuille de route. L'aveuglement n'est pas que suicidaire, il risque d'entraîner la gauche et le monde du travail dans un naufrage, dont les élections européennes seraient un signe avant-coureur. Cette gauche, qui n'a pas une vocation de Titanic, Front de gauche, écologistes, socialistes qui ne se retrouvent pas dans la politique gouvernementale, syndicalistes, saura-t-elle renverser la table et débattre ensemble d'une alternative qui fasse renaître l'espoir ? Il n'y a plus une minute à perdre.

Les 50 députés (+16) de la gauche Unie Européenne élus :

- Syriza (Grèce) : 6 députés (+4) et 26,6% des voix
 - KKE (Grèce) : 2 députés (=) et 6,1% des voix – **Total Grèce : 33% et 8 élus (+4)**
 - AKEL (Chypre) : 2 députés (=) et 27 % des voix
 - Sinn Féin (Irlande Sud et Nord) : 4 députés (1 pour l'Ulster 25,5% et 3 pour l'Eire 19,5%)
 - Izquierda Unida (Espagne) : 5 députés (+4) et 10% des voix (l'élue ICV siège avec les verts européens)
 - Podemos (Espagne) : 5 députés (+5) et 8% des voix – **Total Espagne: 18% et 10 élus (+9)**
 - PCP (Portugal) : 3 députés (+1) et 12,7% des voix
 - Bloco de Esquerda (Portugal) : 1 député (-1) et 4,6% des voix – **Total Portugal: 17,3% et 4 élus (=)**
 - KSCM (République Tchèque) : 3 députés (-1) et 11% des voix
 - Socialistische Partij (Pays Bas) : 2 députés (=) et 9,6% des voix
 - Vasemmistoliitto (Finlande) : 1 député (+1) et 9,3% des voix
 - Folkebevægelsen mod EU (Danemark) : 1 député (=) et 8,1% des voix
 - Die Linke (Allemagne) : 7 député (-1) et 7,4% des voix
 - Front de gauche (France) : 3 députés (-1) et 6,33% des voix
 - Union des outre-mers (France) : 1 député (=) et 0,28% des voix – **Total France: 6,61% et 4 élus (-1)**
 - Vänsterpartiet (Suède) : 1 député (=) et 6,3% des voix
 - Altra Europa (Italie) : 3 députés (=3) et 4,03% des voix
- Le Socialist Party d'Irlande et le Latvijas Sociālistiskā partija ont perdu leur siège.

SOMMAIRE

- P1 **Edito** - Sommaire
- P2 **Agenda**; Huma Dimanche du 29 mai
- P3 Ce que Marine Le Pen peut redouter le plus, c'est que notre pays retrouve une espérance collective; Intervention F. Hollande: un cocktail explosif de tout ce qui nourrit le Front national; Européennes - De cette crise politique doit émerger une perspective réelle et crédible à gauche; Européennes: lorsque l'État est complice de l'abstention
- P4 **ALSTOM** - Lettre ouverte à Monsieur Manuel Valls
- P5 Victoire des Fralibs: leur combat est un exemple; PSA: L'intérêt des actionnaires prime une fois de plus sur celui des travailleurs; SNCM: L'État ne peut se contenter d'un rôle d'actionnaire passif; Politiques territoriales de santé: absurde, tourne le dos aux besoins de la population; à voir sur l'Internet
- P6 **Traité transatlantique**: les députés FdG assument leurs responsabilités; Ferme des 1000 vaches: le PCF soutient les syndicalistes interpellés de la confédération paysanne; Le PCF a rencontré le Parti Communiste d'Ukraine le 28 mai 2014; Espagne: le Roi abdique mais c'est le régime qui doit changer
- P7 **Fermeture de classes préparatoires littéraires rurales**: assez de la concentration des formations dans les grandes villes!; Militer pour une paix juste et durable au Proche-Orient: un droit, pas un crime!; **Rien ne va plus, prenons en main notre avenir!**
- P8-9 **Ensemble contre l'austérité, pour le partage des richesses**
- P10-11 **Réforme territoriale: changer d'objectifs, d'ambition et de méthode Vers une république nouvelle**
- P12 **Face à l'extrême-droite, tou-te-s mobilisé-e-s pour l'égalité et la solidarité**
- P13 Conséquences pour les entreprises françaises du blocus de Cuba par les États-Unis; Inde: Les communistes gagnent des sièges en Andhra Pradesh et Odisha; Petite vague rouge sur le Belarus lors des élections locales
- P14 Belgique: Le retour des communistes aux Parlements; Dans la région de Dnipropetrovsk, le KPU remporte une municipale en pleine hystérie anticommuniste; A Béziers, Aimé Couquet (PCF) demande au sous-préfet d'intervenir; pétitions en ligne; Aidons l'Huma!

Agenda

Lundi 2 juin 17H30 réunion Collectif Roms

Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Dès le 3 juin - Chaque mardi de 17h à 21h - Rue du Travail à Annecy Rencontres sur le terrain des Incroyables Comestibles : visite du jardin, apéritif dans le salon d'extérieur, projection de films. Échangeons sur nos points de vue et sur nos vies !

Mardi 3 juin 19H réunion Les Amis de la Terre

Mercredi 4 juin à 19h (Maison des Associations - 23 allée des Harmonies à Cran-Gevrier) Le collectif « Transition Citoyenne » relie de nombreuses initiatives : participez aux Comités de coordination. Vous êtes cordialement invités à ces réunions de travail mensuelles déjà avancées - Vous prenez le groupe là où il en est

20h30 Alterlocal projection d'"Un paysan vendéen en Palestine, la solidarité paysanne n'a pas de frontières" (35 minutes). Octobre 2012, 11 personnes arrivent en Cisjordanie pour une mission solidaire de récolte des olives avec les paysans palestiniens. Parmi elles, un paysan vendéen, Pierre Cotron. Sa mère, profondément marquée par l'Holocauste, avait applaudi la création d'Israël ! Petite main dans des réseaux informels au moment de la seconde guerre mondiale, elle a fait passer, ici un résistant communiste évadé, là un juif en fuite. « Elle m'avait inculqué son attachement aux valeurs humaines, son horreur de l'Holocauste ! Quelques 50 ans plus tard, consciente du sort des Palestiniens, elle me parlait de son doute sur la nature humaine. Comment un peuple martyr peut-il se comporter de la sorte ? Cela restait une énigme pour elle ! » Ce voyage en Palestine, va permettre à Pierrot de mieux comprendre ce qui a assombri l'immense espoir de sa mère en la fraternité humaine... <http://www.lafranceagricole.fr/un-autre-regard/il-a-change-de-champ-de-bataille-73836.html>

Jeudi 5 juin repaire là-bas si j'y suis au Dersim, Meythet

Vendredi 6 juin 19h-21h Foyer du Vernay 24 avenue Germain Perréard Cran Gevrier Soirée d'information organisée par Les Amis de la Terre dans la série "Prenons soin de notre santé" Diaporama commenté Avec le témoignage de Marion Dupuis, électro-sensible

Samedi 7 Juin : Anniversaire de l'Alterlocal!

Dès 12h ateliers participatifs (brassage de bière, fabrication de lessive et cosmétiques, fabrication d'un four à pain, peinture et fresque créative pour les enfants, présence des incroyables comestibles)

ATELIERS INSOUSSION À LA MARCHANDISE (participation à prix libre) :

15h : Fabrication de lessive au savon Un peu de savon, un couteau pour le râper, un peu de cristaux de soude, quelques gouttes d'huile essentielle, de l'eau chaude et un bidon vide ! et hop ! voilà une lessive maison rapide à faire, très saine pour la peau et pour les poissons, et pour le porte-feuille ! On va vous expliquer tout ça avec une démonstration. Prenez avec vous un petit bidon vide si vous souhaitez en rapporter chez vous.

15h30 : Fabrication d'une crème hydratante Fastoche aussi ! Un peu d'huile végétale bio (on prendra celle qu'il y a à la cuisine : tournesol, olive...), une eau florale ou une tisane, et, ingrédient magique : un peu de cire d'abeille... Et ça prend comme une mayonnaise ! Évidemment, on a un peu de matériel adapté : mini fouet, balance de précision. Et, pour le plaisir, la conservation, et les vertus cosmétiques : un peu d'huile essentielle ! Rapide et encore une fois, très économique. Vous pourrez la tester immédiatement. Mais pour en rapporter chez vous, il faudra attendre l'atelier en semaine qui aura lieu un peu plus tard dans le mois de juin !

16h spectacle théâtre-clown (Alex Vovo) Les contes de François

Dès 19h: pizzas d'anniversaire

Dès 20h: concerts {{MACHASQ'A ET AMERINDIA}}(Musique Traditionnelle des Andes) {{FUCK DA TOURIST}} (pUNK-ROCK)

Et toute la journée boissons locales/bios et bonne humeur

dimanche 8 juin marche qui fera le tour des projets inutiles et destructeurs de l'agglo annécienne. Départ 9h30 Presqu'île d'Albigny devant la villa Abeille où un petit déjeuner sera proposé à partir de 8H30. Nous passerons au lieu supposé de la sortie du tunnel sous le Semnoz pour monter à Seynod rejoindre le rassemblement organisé par le MRJC "T'es rien sans Terre" sur le thème du foncier et en particulier sur la plaine du Treige à Seynod. <http://www.mrjc.org/projets-agriculture-mrjc/un-evenement-a-venir-tes-rien-sans-terre--8-juin-2014-585.html>

Nous les rejoindrons vers midi pour manger avec eux (petite restauration sur place ou amener son pique-nique). L'après-midi plusieurs ateliers-conférences puis le soir une dernière action du côté de Seynod-Montagny les Lanches.

Mardi 10 Juin 19h Alterlocal Découverte du mouvement des Colibris, une plate-forme de rencontre et d'échange qui s'adresse à tous ceux qui veulent agir, cherchent des solutions concrètes ou développent des alternatives. Le mouvement a été initié en 2006 par Pierre Rabhi et quelques proches, sous la forme d'une association loi 1901. Colibris a l'ambition d'être un accélérateur de transition, en s'appuyant sur la capacité de chacun à changer et à incarner ce changement dans des expériences concrètes et collectives. Sa vocation est d'encourager l'émergence et l'incarnation de nouveaux modèles de société fondés sur l'autonomie, l'écologie et l'humanisme.

Mercredi 11 Juin à 19h Alterlocal Atelier Tetrapak Atelier de construction de panier avec du tétra-pack.

20h Thorens / Ciné débat au Parnal: "Au bord du monde" de Clauss Drexel, le débat sera animé par Yves Régent, Secours Populaire

Jeudi 12 Juin Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Vendredi 13 juin 18:30-21:30 Devant la mairie d'Annecy Deuxième rencontre du groupe Démocratie de la transition citoyennes : Qu'est-ce que la vraie démocratie ?

Samedi 14 juin à 21h Alterlocal concerts OdTAO (power rock) - Presque Ça (Rock Psyché Cinématique)

L'HUMANITÉ DIMANCHE
N° 414 - DU 28 MAI AU 4 JUIN 2014
M 0437-414 - 3,00 €

LACFDT EN CONGRÈS
LES LIMITES DU « DONNANT-DONNANT »
PAGE 12

APRÈS LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

LE PEN AUX PORTES DU POUVOIR ?

LA GAUCHE LE DOS AU MUR!

ÉCHEC SOCIAL, DÉSARTEURS ÉLECTORAUX, MENACE DE L'EXTRÊME DROITE.
Patrick Le Hyaric en appelle au peuple de gauche. PAGE 7

« Ce que Marine Le Pen peut redouter le plus, c'est que notre pays retrouve une espérance collective » (Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF)

Avec l'affaire Bygmalion et ses prolongements d'une part et, de l'autre, les interventions de François Hollande et Manuel Valls annonçant crânement la poursuite d'une orientation politique pourtant sanctionnée aux élections municipales et européennes, Marine le Pen peut boire du petit lait, ils lui servent à la louche.

Une question est aujourd'hui posée. Comment peut-on imaginer que la crise de régime puisse s'installer et se développer jusqu'en 2017 sans que rien ne puisse faire dévier cette funeste trajectoire ? Le noyau dirigeant du PS a-t-il fait le choix, comme peuvent le laisser entendre les déclarations ce matin du président de l'Assemblée nationale, d'une seule et unique option : face au FN et à l'UMP, arracher la qualification de son candidat pour le second tour de la prochaine présidentielle avec un appel « à l'unité » après avoir laminé le pays et la gauche avec cinq années de renoncements et de promesses trahies ?

Il y a urgence à agir, à ce que des forces politiques, syndicales, associatives et citoyennes s'accordent sur l'essentiel. Qu'elles décident ensemble des grandes questions économiques, sociales et démocratiques à discuter. Qu'elles engagent le plus rapidement la riposte en refusant la banalisation du FN qui peut aujourd'hui être distillée par une certaine forme de relativisation de son score dimanche soir. Que ces forces convergent dans un processus permanent pour un projet progressiste d'avenir, un projet politique pour la France. Forum, états généraux, assises... Qu'importe. Il faut identifier les enjeux, les travailler avec une démarche de très grande ouverture et faire preuve d'innovation, de créativité pour intéresser le plus grand nombre, en faire un processus citoyen et populaire qui irrigue le pays en profondeur. En réponse à la défiance, aux peurs qui rongent notre pacte républicain, ça urge vraiment.

Ce que Marine le Pen peut le plus redouter, c'est que notre pays retrouve une espérance collective, qu'un horizon puisse se dégager le plus rapidement possible.

C'est une course contre la montre qui est lancée.

Intervention F. Hollande : « un cocktail explosif de tout ce qui nourrit le Front national » (Olivier Dartigolles - PCF)

Le président de la République avait une envie irrésistible d'intervenir. Pour prendre la juste dimension de la très grave crise politique et démocratique au lendemain des élections européennes ? Non. Pour annoncer, enfin, un changement de politique ? Pas davantage.

Il dit vouloir "regarder en face" la réalité mais il continue à tourner le dos au chemin qui permettrait le redressement de notre pays. François Hollande parle. Qui l'écoute encore ? A peine achevée, son intervention laisse place à l'affaire Bygmalion. Voilà un cocktail explosif de tout ce qui nourrit le Front national.

L'heure est au dialogue, à l'échange et à la construction avec toutes celles et ceux qui, à gauche, ne veulent pas de l'orientation Hollande/Valls, qui conduit la France à l'échec et la gauche à la catastrophe. Il faut refonder la politique et la République.

Européennes - De cette crise politique doit émerger une perspective réelle et crédible à gauche

Le très haut niveau de l'abstention et le niveau historique du Front national, confirmant que la crise politique et démocratique que traverse notre pays atteint un seuil critique. C'est une nouvelle alerte. La France s'enfoncé dans un malaise démocratique inquiétant. Les causes de cette situation sont claires : le rejet massif du modèle libéral de l'Union européenne et le mépris que les tenants de ce modèle ont opposé depuis dix ans à tous ceux qui le contestaient ; l'enfermement de François Hollande et de Manuel Valls dans une politique d'austérité désavouée par le pays ; le profond désarroi dans lequel cette situation plonge les classes populaires et l'ensemble des électeurs de gauche.

La victoire du Front national, portée par une forte appropriation du mécontentement et une captation des voix de la droite, est un événement grave au plan national comme européen. Si la droite et l'extrême droite sont en tête, c'est surtout que la majorité gouvernementale est ce soir sanctionnée et isolée. La gauche sort très affaiblie de ce scrutin. Dans ce contexte, les résultats du Front de gauche, équivalents à ce qu'ils étaient en 2009, ne permettent pas de relever le défi d'une voix alternative majoritaire à gauche. Un vaste chantier est devant nous.

Ce soir, le PCF lance un appel solennel. De cette crise politique doit émerger une perspective réelle et crédible à gauche sur fond de rupture avec ce système rompu aux thèses libérales. La gauche s'est trop éloignée de ses valeurs. Elle ne pourra retrouver le peuple que dans un mouvement social et politique de l'ampleur d'un Front populaire du XXIème siècle. Nous appelons tous ceux qui, ce soir, se sentent malheureux à gauche, toutes les forces vives du pays, la jeunesse et les salariés à s'unir sans attendre. Nous mettons le Front de gauche à leur service.

Dans cette visée, les résultats de nos partenaires européens du groupe de la GUE-NGL et la progression de l'idée d'une alternative à gauche en Europe sont des signes encourageants.

Les député-es du Front de gauche élu-es aux européennes 2014 : Marie-Christine VERGIAT (Sud-Est), Jean-Luc MÉLENCHON (Sud-Ouest), Patrick LE HYARIC (Île-De-France), Younous OMARJEE - DVG soutenu par le Front de gauche (Outre-Mer) - Élu

Européennes : lorsque l'Etat est complice de l'abstention

Nombre de dysfonctionnements majeurs dans la communication aux électrices et électeurs des professions de foi et des bulletins de vote sont constatés partout en France. Ainsi, les services du Préfet de Seine Saint Denis avouent le chiffre énorme de 10% d'erreur lors de la mise sous pli (sic). Des centaines de milliers de citoyens n'ont toujours rien reçu à 3 jours du scrutin ou ont reçu des enveloppes incomplètes. Ce qui met en danger la sincérité du scrutin et renvoie ce manquement voire le mécontentement sur les maires. Certes une part de ces dysfonctionnements tient aux conséquences des réductions drastiques des dépenses publiques qui mettent l'État, pour la première fois depuis la Libération du pays, en incapacité de remplir ses missions régaliennes les plus élémentaires, mais tout ne vient pas des politiques d'austérité. En effet, Manuel Valls lorsqu'il était ministre de l'intérieur, préconisait déjà de renoncer à l'envoi par courrier des circulaires et bulletins de vote au profit d'une mise en ligne sur Internet, assimilant la démocratie et son expression à un coût.

En fait, ce gouvernement craint la participation démocratique et la condamnation de sa politique d'austérité en France et de la soumission de F. Hollande au traité budgétaire négocié par M. Sarkozy et Mme Merkel. Ainsi les chaînes publiques de France télévision ne retransmettent pas l'éclairant débat européen des candidats à la Commission Européenne, pourtant mis à sa disposition gracieusement. C'est à croire qu'il mise sur l'abstention pour minimiser la portée du résultat du scrutin et culpabiliser les citoyens pour avoir les mains libres. Mais qui en profite ? La droite et l'extrême droite la plus réactionnaire !

Le Parti Communiste Français demande solennellement au gouvernement de respecter la démocratie et de mettre en œuvre toutes les mesures d'urgence afin que les électrices et électeurs puissent s'exprimer en connaissance de cause.

ALSTOM - Lettre ouverte à Monsieur Manuel Valls

Pierre Laurent

Monsieur le Premier Ministre,

Dans une dizaine de jours, en principe le 2 juin, le comité ad-hoc, nommé par les représentants des actionnaires et composé d'administrateurs « indépendants », rendra son verdict sur le rachat d'Alstom après l'examen des offres des groupes allemands et américains Siemens et General Electric.

Ce délai d'un mois gagné auprès du groupe français aurait dû être mis à profit pour organiser une grande concertation publique, transparente et démocratique, avec les syndicats et les élus sur l'avenir du fleuron industriel français si décisif pour l'emploi, la maîtrise technologique, la croissance réelle, le type de développement et de mondialisation.

D'ailleurs, les risques de dépeçage du groupe et de siphonnage des technologies et des richesses créées, sont si importants que, sous la pression des fortes inquiétudes exprimées par les salariés et leurs syndicats et, plus largement, de l'émotion populaire, des positions divergentes se sont exprimées jusqu'au sein du gouvernement. Et c'est dans la précipitation qu'a été pris un décret élargissant à l'énergie et aux transports, notamment, le champ de l'obligation d'une autorisation préalable de l'État pour des prises de contrôle étrangères d'entreprises françaises.

Ce décret, aussi nécessaire soit-il, ne saurait en aucun cas suffire ! Il ne doit surtout pas servir à s'épargner de rechercher une solution de maîtrise nationale permettant de transformer à la fois les relations qu'entretient Alstom avec la France et celles qu'il a avec l'Europe et le monde, dans un but de progrès social et industriel partagé.

La déclaration importante des 4 fédérations CGT des Cheminots, des Transports, de la Métallurgie et de l'énergie le souligne : les deux voies proposées par Siemens et General Electric conduisent à une découpe pure et simple d'Alstom par activités, avec des conséquences importantes sur le plan social. D'ailleurs ces deux mêmes groupes, chacun le sait, restructurent et suppriment des emplois.

Je vous demande donc solennellement de maintenir la suspension de toutes les opérations en cours au-delà du 2 juin, afin d'organiser une grande table ronde réunissant, avec les pouvoirs publics, les organisations syndicales de salariés, l'employeur, des élus nationaux, régionaux et locaux, des représentants des grands clients publics d'Alstom, des représentants des institutions financières publiques et privées.

Sur la base d'objectifs de politique industrielle, débattus par la représentation nationale, il s'agirait d'établir un schéma de relance du groupe soutenu, notamment, par des prises de participation publique au capital. Celles-ci pourraient impliquer l'État, les grands clients publics d'Alstom (EDF, SNCF, RATP), la CDC, le FSI et aussi les régions, sachant l'importance pour elles du transport ferroviaire.

Simultanément, il s'agirait de permettre au groupe, de bénéficiaire, pour ces projets et sous condition de créations d'emplois et de mises en formation, de nouveaux financements sélectifs peu coûteux grâce à une mobilisation de la BPI et, au delà, de la communauté bancaire. On devrait aussi examiner comment pourraient être mobilisés le cash brut de 2,3 milliards d'euros et la ligne de crédit confirmée et non tirée de 1,35 milliards d'euros dont il disposait fin mars 2014.

Il s'agirait, encore, de réexaminer toute la politique de coopérations européennes et internationales du groupe.

Cela pourrait conduire, notamment, à la création de co-entreprises nouvelles, en Europe particulièrement. Sur la base de critères clairs et transparents, elles auraient à réaliser des objectifs chiffrés d'emploi, moyennant un juste partage des charges de travail et de la distribution de valeur ajoutée dans chaque pays concerné et avec le souci d'une efficacité nouvelle, au lieu de la rentabilité financière des actionnaires.

Il s'agirait, enfin, de permettre aux salariés et à leurs institutions représentatives de disposer de pouvoirs nouveaux d'intervention dans les choix stratégiques et d'investissement du groupe, comme dans ses prix de transferts et choix de valorisation de ses technologies.

Ce dernier point paraît d'autant plus nécessaire que l'on voit à quels désastres conduisent les choix de l'actionnaire de référence (29,4%) Bouygues.

Celui-ci ne serait pas entré au capital d'Alstom en 2006 si, deux ans plus tôt, l'État n'en avait redressé la rentabilité financière pour les actionnaires, après l'avoir nationalisé partiellement et provisoirement afin d'éviter la faillite. Et il savait combien le groupe bénéficie des commandes publiques si juteuses.

Bouygues n'a pas à regretter cette opération, elle aura contribué pour plus de 1,5 milliards d'euros à ses bénéficiaires en 8 ans ! Et il espère récupérer au moins 2 milliards d'euros de la vente éventuelle de ses actions à General Electric.

Il laisse le groupe Alstom grevé d'un coût du capital exorbitant : 734 millions d'euros de charges d'intérêt payées aux créanciers et 1,44 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires de 2007 à 2012 !

Dans cette affaire, on ne peut pas ne pas s'interroger sur la façon dont le groupe Bouygues et la famille dont il fait la fortune ont bénéficié, à chaque étape, de l'appui massif de l'État, sans transparence ni débat sur les critères même de cet appui, sans suivi démocratique d'engagements précis et sans du tout avoir à assumer une quelconque responsabilité sociale et territoriale pour l'emploi et l'avenir industriel du pays.

Le groupe cherchait à se désengager d'Alstom depuis plusieurs mois déjà, ce que ne pouvait ignorer votre ministre A. Montebourg, lequel, comme on le sait, s'est personnellement beaucoup impliqué pour faciliter le rachat de SFR qu'entendait réaliser Bouygues en quittant Alstom.

On sait que ce rachat raté pourrait se solder, dans l'immédiat, par un plan social massif dans sa filiale Bouygues Télécoms.

Tout ceci amène à s'interroger sur le sens à donner à l'expression « patriotisme économique ». Surtout, il nous paraît légitime que le Parlement se penche sur l'ensemble de ces opérations, afin d'en tirer les enseignements du point de vue des enjeux de politique industrielle, de la mise en cause nécessaire des logiques financières apatrides des actionnaires privés et du rôle joué par l'État et toutes les institutions publiques.

Ceci nous paraît d'autant plus nécessaire que l'on sait que nombre d'entreprises du CAC 40 sont opérables par des groupes étrangers avec tous les risques que cela comporte pour l'emploi et la croissance réelle française, laquelle aura été à nouveau nulle au 1er trimestre 2014, à contrario du « retournement économique » annoncé par le Président de la République.

Il serait de la plus haute importance que le gouvernement français agisse dans ce sens pour garantir la place et le rôle d'Alstom dans l'industrie française et empêcher son démantèlement.

Veillez recevoir, monsieur le ministre, l'assurance de mes sentiments distingués.

Victoire des Fralibs : "leur combat est un exemple" (Pierre Laurent)

Les Fralibs ont gagné ! Le bras de fer qui opposait les salariés de l'usine thé et tisane Éléphant de Gémenos (13) et la multinationale Unilever depuis plus de trois ans, s'est conclu hier par un protocole d'accord. Ce dernier ouvre la voie à une reprise de l'usine en SCOP par les salariés et au développement de la production.

Cet accord arraché après des années de lutte et l'annulation à 3 reprises par la justice des plans de licenciements proposés par Unilever est une excellente nouvelle pour notre industrie et la sauvegarde de l'emploi dans notre pays. Elle est la démonstration qu'il existe des alternatives face à l'hémorragie industrielle, à la violence des délocalisations et à la loi de la concurrence, à condition de donner des nouveaux droits aux salariés.

Je salue le courage et la solidarité dont ont fait preuve les Fralibs dans cette lutte de longue haleine. Leur persévérance, leur solide plan de reprise de l'usine et de relance de la production, la coopération qu'ils ont initiée avec les pouvoirs publics pour appuyer ce projet et le soutien qu'ils ont su faire naître dans la population, font de leur trois années de combat un exemple.

Le PCF qui a soutenu les Fralibs depuis le premier jour, continuera à être à leurs côtés pour cette nouvelle étape de leur projet de relance de l'usine qui s'ouvre aujourd'hui.

PSA : "L'intérêt des actionnaires prime une fois de plus sur celui des travailleurs"

Après la fermeture d'Aulnay, la direction de PSA s'attaque au site de Poissy. Le président du directoire de PSA, Carlos Tavares a dû s'expliquer cet après-midi sur le transfert programmé de la prochaine génération de C3 en Slovaquie, lors de sa visite du site de Poissy.

Les salariés du site avec leurs organisations syndicales ont vivement réagi à la délocalisation de la future C3 et craignent d'importantes suppressions d'emplois. En effet 2 milliers d'emplois directs sont concernés mais également des emplois indirects avec les sous-traitants automobiles qui risquent de délocaliser également leur production.

La direction de PSA peut évoquer des hypothèses de travail ou d'annonces intempestives mais il n'y a pas de fumée sans feu. On se souvient de la fermeture de PSA Aulnay dénoncée par la CGT et réfutée pendant des mois par le PDG de l'époque. On connaît la suite. Plus machiavélique, Philippe Varin s'engageait à la montée en cadence de la C3 à Poissy.

Cette délocalisation du modèle le plus populaire et le plus rentable pour le constructeur français est la conséquence d'une stratégie de redressement des résultats financiers. Quand PSA redresse les profits c'est l'emploi qui risque de s'effondrer. C'est une nouvelle fois l'intérêt des actionnaires qui prime sur celui des travailleurs. C'est une décision stratégique économiquement désastreuse pour l'industrie française et écologiquement catastrophique car elle implique des milliers de voitures sur camions qui circuleront dans toute l'Europe.

Le PCF sera au côté des travailleurs de PSA et soutiendra les actions pour défendre et développer l'emploi et l'avenir industriel du constructeur français.

A lire

**L'Humanifeste
du PCF** "Il est
grand temps de rallumer
les étoiles"

**Économie &
Politique**
Dossier coût du
capital

APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



SNCM : "L'État ne peut se contenter d'un rôle d'actionnaire passif"

Le conseil de surveillance de la SNCM qui se tient cet après-midi (28/5) peut avoir deux issues. Soit il précipite la compagnie dans une procédure de liquidation judiciaire et renonce au plan de développement long terme (PLT). Soit il conforte ce PLT, validé largement depuis plusieurs semaines et décide clairement du maintien de la flotte à huit navires avec la commande des quatre navires neufs au chantier STX.

Une fois de plus, l'État n'est pas dépourvu des moyens d'agir positivement dans ce dossier d'intérêt national. Or, les déclarations publiques de la nouvelle direction pressentie, montrent une volonté de démantèlement de la compagnie. Cette communication est une véritable provocation, tant le choix qu'elle révèle est insupportable pour les salariés et les usagers du service public.

L'État, garant de la continuité territoriale entre le continent et la Corse, ne peut se contenter d'un rôle d'actionnaire passif. Il doit s'opposer à la nomination de cette direction et s'engager fermement à maintenir le cap défini en janvier au sortir du conflit pour lequel les salariés et l'ensemble des organisations syndicales, sauf une, s'étaient mobilisés.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF,
Isabelle Pasquet, Sénatrice des Bouches-du-Rhône,
Gaby Charroux, Député des Bouches-du-Rhône,
Michel Stefani, secrétaire régional du PCF Corse et conseiller territorial de Corse

Pierre Dharréville, secrétaire départemental du PCF Bouches-du-Rhône.

Politiques territoriales de santé : « absurde, tourne le dos aux besoins de la population »

Le Plan Valls de 50 milliards d'économie met en cause les politiques territoriales de santé.

Effectivement, le plan général d'économie de 23 milliards sur la Sécurité sociale réduira d'autant les capacités d'accès aux soins de la population par la baisse de sa solvabilisation.

De plus, le plan d'économie de 11 milliards sur les structures de santé réduira partout les capacités d'accueil des patients. Et les centres de santé ne sauront pas faire ce que l'hôpital ne fera plus.

Enfin, les 10 milliards d'économie sur les collectivités territoriales vont diminuer leur capacité à soutenir les services publics. Or, après les élections municipales, face au développement des dépassements d'honoraires des libéraux et face à la désertification médicale, beaucoup de projets de centres de santé ont vu le jour. Faute de moyens, ils risquent de ne pas être au rendez-vous et ceux qui existent verront leurs moyens amputés. De même les autres actions des collectivités en faveur de la santé comme les PMI ou les actions de santé publique vont souffrir.

Ainsi les patients moins remboursés, moins accueillis et victimes de la désertification médicale verront les politiques territoriales de santé s'affaïsser. A l'heure où s'ouvre une renégociation de la convention entre centres de santé et Sécurité sociale, nous demandons un changement de cette politique absurde qui tourne le dos aux besoins de la population. Nous soutenons le Pacte d'avenir proposé par le mouvement des centres de santé.

A voir sur l'internet

Européennes 2014 - Réactions de Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon

http://www.dailymotion.com/video/x1wpy7z_europeennes-2014-reactions-de-pierre-laurent-et-jean-luc-melenchon_news

Vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité...

<http://fb.me/ZAjBTkw2>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

Traité transatlantique : les députés Front de gauche assument leurs responsabilités

Communiqués de presse

Le Groupe Front de gauche s'est vu contraint de voter contre son propre texte de résolution européenne portant sur les négociations menées, dans la plus grande opacité, entre les États-Unis et la Commission européenne en vue d'établir un « grand marché transatlantique ».

Réclamant la suspension des négociations en vue d'une consultation populaire, et exigeant l'exclusion définitive de toute possibilité d'arbitrage États-investisseurs par des tribunaux privés et la cessation de l'espionnage américain en Europe, notre résolution initiale a été vidée de son sens par la majorité socialiste.

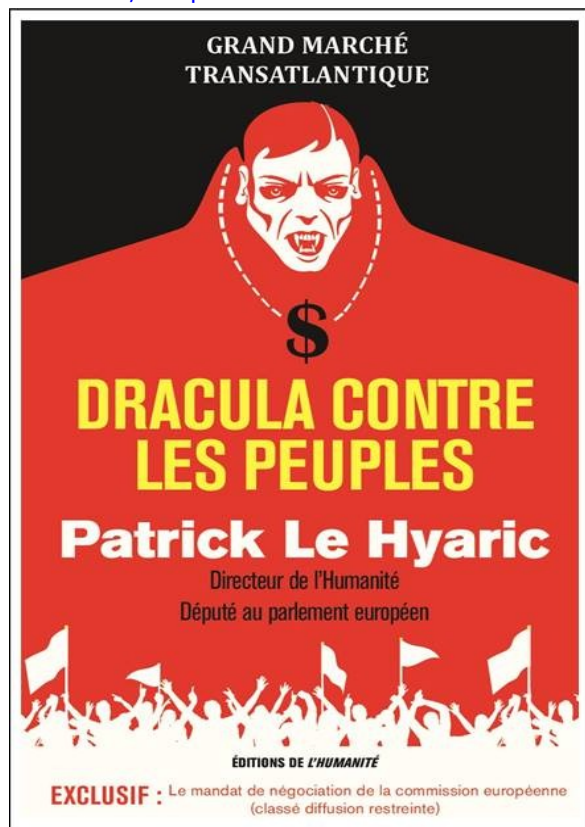
Majorité socialiste qui a supprimé ces exigences les plus élémentaires.

Les députés du Front de gauche se félicitent d'avoir été à l'origine de ce débat qui a prouvé combien les inquiétudes s'exprimaient sur tous les bancs, et combien le scrutin du 25 mai prochain était décisif sur l'avenir de ce traité.

Assumant notre responsabilité vis-à-vis de nos concitoyens, nous avons été contraints de voter contre cette proposition de résolution. A l'inverse, nous notons que les députés socialistes ont préféré dénaturer notre texte car ils n'assumaient pas de voter une dénonciation de la dérive libérale et atlantiste du Gouvernement.

A lire

Le livre de Patrick Le Hyaric « Grand marché transatlantique : Dracula contre les peuples » aux éditions de l'Humanité. Pour le commander, téléphoner au 01.49.22.72.18



Ferme des 1000 vaches : le PCF soutient les syndicalistes interpellés de la confédération paysanne

Le PCF soutient l'action des militants paysans contre la ferme des 1000 vaches et leur lutte en faveur d'une agriculture paysanne, relocalisée, rémunératrice.

Nous appelons à la mobilisation contre la répression syndicale dont est victime la Confédération paysanne. Nous encourageons ces combats en faveur de l'humain d'abord. Leur combat est le nôtre.

Le PCF a rencontré le Parti Communiste d'Ukraine le 28 mai 2014

Petro Simonenko secrétaire général du Parti Communiste d'Ukraine, a été reçu le 28 mai à l'Assemblée Nationale par André Chassaigne, Président du groupe Gauche Démocrate et Républicaine, puis au siège du Parti Communiste Français par Pierre Laurent son secrétaire national.

Dans la situation extrêmement difficile que traverse l'Ukraine, avec la poursuite d'affrontements meurtriers dans l'Est du pays, le PCF exprime sa solidarité avec le parti communiste d'Ukraine mis pratiquement dans l'impossibilité d'exercer normalement son activité politique et qui est aujourd'hui menacé d'interdiction, à la suite d'une décision prise par l'ex présidence intérimaire du pays. Rien ne peut justifier une telle mesure à l'encontre d'un parti qui a toujours prôné, dès le début de la crise ukrainienne, le dialogue et la négociation politiques, la nécessité de donner la parole au peuple pour réformer les institutions du pays, pour ouvrir la voie notamment à plus d'autonomie pour les régions et conjurer ainsi les risques d'un séparatisme mettant fin à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. L'élection, le 25 mai du nouveau président devrait, si elle voulait se donner comme objectifs de créer les conditions de la reprise d'un véritable dialogue national, commencer par surseoir à une telle mesure à l'encontre du Parti Communiste d'Ukraine, tout en créant les conditions d'un arrêt des affrontements et des exactions des milices dans l'ensemble du pays.

De même la priorité de la France devrait être d'agir d'urgence pour un cessez le feu immédiat dans l'est du pays, en repartant des accords du 17 avril à Genève, favorisant ainsi la reprise d'un dialogue politique entre toutes les forces politiques, qui permette de traiter les questions cruciales à l'origine du conflit : le plurilinguisme et les réformes constitutionnelles ; permettant la prise en compte des droits et intérêts des populations des différentes entités territoriales du pays- et la consultation des ukrainiens à toutes les étapes de ce processus.

Espagne : le Roi abdique mais c'est le régime qui doit changer (PGE)

Le roi d'Espagne Juan Carlos vient d'abdiquer au profit de son fils, le prince Felipe.

Compte tenu de la crise que traverse le pays et des résultats des partis politiques qui soutiennent la monarchie aux dernières élections européennes, ce ne sont pas les têtes couronnées mais bien le type de régime qui doit changer.

Le Parti de la gauche européenne soutient la démarche du Parti communiste d'Espagne, de la Gauche Unie et de EUiA qui revendiquent légitimement une consultation référendaire pour permettre au peuple espagnol de choisir son avenir.

Presque quarante ans après la mort de Franco, les espagnols doivent pouvoir choisir entre le régime actuel, oligarchique et dominé par le bipartisme, ou un processus constituant visant l'avènement d'une nouvelle République.

Du côté des catalans d'ICV-EUiA, on appelle à la constitution de la République



Fermeture de classes préparatoires littéraires rurales : assez de la concentration des formations dans les grandes villes !

Le Recteur de l'Académie de Poitiers vient d'annoncer la suppression brutale à la rentrée 2015 de l'une des deux classes de chaque niveau des CPGE littéraires du lycée Camille Guérin de Poitiers.

Ces formations offrent pourtant un enseignement d'excellence gratuit : s'appuyant sur un bassin démographique rural, elles ne souffrent pas de désaffection de la part des lycéens et recrutent une petite centaine de nouveaux étudiants tous les ans. Ces étudiants, dont près de la moitié sont boursiers (47% en première année, à comparer aux 33% de boursiers à l'Université de Poitiers), obtiennent des résultats honorables et rejoignent régulièrement des grandes écoles comme les ENS, l'École des Chartes, les écoles de commerce, et/ou deviennent souvent les lauréats des concours de l'enseignement.

Les conditions d'études idéales, dans une ville où le coût de la vie étudiante est un des plus faibles de France, y jouent pour beaucoup. Il est cependant fort à craindre que devant la réduction de moitié des places ouvertes à la rentrée 2015, les étudiants de la région devront se diriger vers d'autres villes plus onéreuses, ou bien choisir une autre orientation pour rester à Poitiers.

Nous refusons la concentration des étudiants brillants dans les grandes villes. Ce processus s'oppose à un aménagement équilibré du territoire et dégrade nos conditions d'études. Pour cette raison, nous demandons au Ministre de l'Éducation Nationale de maintenir l'ensemble des classes préparatoires littéraires de l'Académie de Poitiers à la rentrée 2015.

Militer pour une paix juste et durable au Proche-Orient : un droit, pas un crime !

le 21 mai 2014

Alors que la campagne des élections européennes bat son plein, les jeunes communistes du Val-de-Marne avaient décidé d'informer des lycéens du lycée Darius Millaud au Kremlin-Bicêtre sur le rôle de l'Union Européenne au Proche-Orient, comme ils l'avaient fait dans trois autres communes du département.

Pour cela, ils avaient en effet décidé d'avancer les propositions des candidats du Front de gauche pour faire bouger les lignes en Europe afin de créer les conditions pour la reconnaissance d'un État palestinien souverain aux côtés de l'État israélien. Or, la Ligue de défense juive (LDJ) a tenté d'intimider nos camarades en exerçant des pressions sur la Préfecture du Val-de-Marne. En effet, des informations nous sont parvenues pour affirmer que cette organisation, interdite en Israël et aux États-Unis pour des faits de violence avérés, souhaitait empêcher la tenue de cette initiative. Nous avons décidé de ne pas céder et de tenir cette initiative car nous diffusons un message de paix et de vivre-ensemble. En outre, nous saluons le choix du Préfet qui a tout mis en œuvre pour que les conditions soient réunies au déroulement d'un débat démocratique, serein, et en toute sécurité pour nos camarades et les lycéens participants au débat. Nous saluons enfin la présence de représentants de la communauté juive locale.

Abandonner, c'est reculer face à l'extrémisme qui refuse tout dialogue et toute solution pacifique et juste. Forts de nos initiatives partout dans le Val-de-Marne et en France, rassemblant toujours plus de monde au service de ce message de paix, nous continuerons à mettre l'Union Européenne devant ses responsabilités dans le règlement de ce conflit qui dure déjà depuis bien trop longtemps. Militer est un droit, pas un crime !

Fabien GUILLAUD BATAILLE

Secrétaire Fédéral du PCF Val-de-Marne

Adjoint au Maire du Kremlin-Bicêtre

Candidat Front de Gauche aux élections européennes en Île de France

Rien ne va plus, prenons en main notre avenir!

Le 25 mai, c'est l'austérité et le dégoût qui ont gagné!

Le score des élections européennes est grave: il révèle un climat de dégoût, de rejet de la politique. C'est le résultat de politiques au services des plus riches alors que l'attente de changement est énorme au niveau européen et national.

Le Front national surfe sur ce climat pourri où les plus pauvres sont attaqués, où la parole raciste, sexiste et homophobe est banalisée, où tout ce qui fait du collectif est brisé.

Les jeunes qui voient leurs espoirs déçus ont boudé les urnes: 73% d'entre nous se sont abstenus, confirmant un rejet massif de notre génération des politiques actuelles. L'absence de perspective crée le repli et profite aux forces de division. Le gouvernement qui parlait de priorité jeunesse nous a jetés aux oubliettes.

Nous ne voulons plus des politiques qui bradent notre éducation, nous offrent des contrats bidons!

Le front national, la face immergée d'une société violente

Alors qu'il se dit anti-système, le Front national ne fait que défendre les privilèges d'une petite minorité. Sous les ordres de la famille milliardaire Le Pen, ce parti invente des menaces sur la famille, la nation pour détourner des vrais problèmes de notre société que sont les inégalités, les discriminations.

On nous dit que ce parti a changé mais c'est plutôt la banalisation des idées de haine par d'autres forces qui est inquiétante.

Derrière sa façade de parti qui a changé, le FN est la porte d'entrée de groupuscules violents qui vont se sentir pousser des ailes: les identitaires, néo-nazis ou intégristes religieux qui diffusent des fausses informations sur internet, propagent des rumeurs, agressent des femmes voilées, des homosexuels...

Le vrai visage de l'extrême-droite, c'est une société violente au service des plus riches! La réponse du FN au 50 milliards d'€ du plan d'austérité du gouvernement Valls, c'est la surenchère: ils réclament 70 milliards. Comme ça, les associations, les clubs sportifs, les missions locales et tout les services d'Éducation seraient encore réduits.

Européennes 2014: une absence de légitimité démocratique!

L'abstention énorme qui a frappé la jeunesse et le peuple de France est d'abord révélatrice d'une chose: il n'y a pas eu de débat démocratique réel en France qui aurait permis de susciter l'intérêt de nos concitoyens.

Derrière ces résultats c'est l'absence totale de légitimité de cette Union européenne au service des plus riches qui s'est exprimée. Pour nous, un Parlement européen qui n'est élu que par une faible participation, notamment de la jeunesse, une Union européenne dont les politiques de casse sociale sont tant rejetées ne sont pas légitimes!

Rassemblés, nous sommes une force de conquête et d'espoir!

Pas de résignation! Le MJCF soutient tous les rassemblements qui s'opposent à la montée en puissance de l'extrême droite. Face à ces chiens de garde du capitalisme, il faut sans attendre se mobiliser pour nos droits, pour notre avenir et pour que la France sorte de l'impasse dans laquelle elle est plongée. L'avenir de notre pays, de notre jeunesse ce n'est pas la haine de tous contre tous, c'est l'unité de la majorité de la population, des travailleurs, des salariés, des étudiants, des lycéens....

Sans nous, rien ne tourne! Le président avait déclaré que les jeunes vivraient mieux en 2017 qu'en 2012: transformons cette promesse en actes, nous n'aurons que ce nous prendrons. Et c'est ensemble, dans la bataille politique pour conquérir ces droits que nous mettrons l'extrême-droite KO:

- Gagner la fin des politiques qui ne proposent que des contrats bidons, des stages, du «gratuit» depuis 30 ans. Nous voulons des droits pour tous, un statut pour avancer sereinement dans la vie.

- Gagner des formations (Lycées, fac, CFA etc.) qui donnent les savoirs et les outils pour maîtriser nos parcours de vie, avec des diplômes qui reconnaissent nos qualifications, avec des salaires dignes.

- Gagner le droit de vote des résidents étrangers, la fin des contrôles au faciès et de la chasse aux sans-papiers, pour en finir avec les discriminations et les mises à l'amende.

ENSEMBLE

CONTRE L'AUSTERITE

POUR LE PARTAGE DES RICHESSES

Plus de seize millions de retraités, sur une population de 65,7 millions d'habitants, cette véritable révolution de la longévité a vu l'espérance de vie dépasser les 81 ans en 2011 (66 ans en 1950). Soit plus de vingt ans à mordre dans la vie, après le départ en retraite. Ce progrès formidable doit cesser d'être considéré comme une charge, un coût à réduire comme le font les libéraux de tous poils. Les retraités ont envie de réinventer la vieillesse en partant suffisamment tôt à la retraite pour mener réellement une vie hors travail. Les retraités veulent avoir les moyens de vivre, de se projeter dans l'avenir, pouvoir participer à la vie sociale, avoir un rôle à jouer dans la société. De bonnes retraites et un service public nouveau peuvent considérablement encourager, amplifier, enrichir ces activités contribuant à construire une autre société. Il est possible de gagner en qualité de vie pour tous les âges. Les moyens techniques, scientifiques et économiques de ce siècle le permettent. C'est un choix de société majeur qui nécessite d'être intégré dans les politiques mises en œuvre pour aller vers une société pour tous les âges.

Une autre politique à la place de cette austérité insupportable.

Comme les actifs, engageons-nous dans un mouvement de contestation contre les politiques d'austérité du gouvernement et pour leur substituer une alternative de gauche et de progrès social. Le pacte de responsabilité du président Hollande est un pacte de dupes dont salariés et retraités sont les victimes et les patrons les grands gagnants. Pour eux, un cadeau de 36 milliards d'€ après les 20 milliards d'€ du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi. Pour nous, baisse continue du pouvoir d'achat de nos pensions, réduction de la couverture maladie, augmentation des impôts, de la TVA, de la CSG, création de la CASA. Et d'autres mesures tout aussi néfastes sont dans les tiroirs du gouvernement. La suppression de la part patronale des cotisations sociales de la branche famille constitue, après la CSG, la deuxième brèche dans notre salaire socialisé.

Cette disposition remet profondément en cause et menace notre modèle social solidaire issu du Conseil National de la Résistance.

L'entêtement gouvernemental à vouloir réduire les dépenses publiques, alors que le chômage continue de s'aggraver, met à mal les services publics auxquels les retraités ont largement recours.

Jamais dans notre pays les inégalités n'ont été aussi criantes. Les grandes fortunes continuent de s'enrichir honteusement tandis que la pauvreté se développe, chez les jeunes et les retraités. Les débâcles électorales et la montée du FN, appellent d'autres réponses.

La constitution d'une alternative à gauche a besoin du rassemblement de celles et ceux qui veulent mettre au pas la finance et ouvrir une nouvelle ère de progrès.

Un salarié retraité n'a rien à justifier.

Un salarié retraité touche un revenu de remplacement sans contrepartie. À travers le pacte « *cotisation-répartition* », sa classe assume solidairement ce statut social parce que chacun de ses membres est garanti d'y accéder un jour. Leurs retraites ne pèsent en rien sur le soi-disant coût du travail. Elles ne pèsent que sur le profit ! Utiles, ils l'ont été en produisant le monde dans lequel vivent les nouvelles générations de salariés qui, elles-mêmes, sont appelées à



rejoindre un jour cette avant-garde émancipée : le défi est que ces dernières puissent le faire de plus en plus tôt ! En créant les retraites, Ambroise Croizat avait en tête un objectif plus ambitieux que de permettre aux retraités de créer de la valeur économique hors de l'entreprise

capitaliste : en témoigne son institution des activités sociales des CE. Il avait en tête l'émancipation ; c'est-à-dire **le temps de la liberté, de la vie sociale, de la culture : en définitive le temps de la création et du partage gratuit...**

Perte d'autonomie : urgence !

La perte d'autonomie ne se limite pas au vieillissement Elle recouvre 3 situations distinctes : le grand âge, le handicap et l'invalidité. Le projet gouvernemental porte sur le seul vieillissement. Ce n'est pas un risque en soi mais une évolution de la vie qui appelle la mise en œuvre de moyens pour assurer à la personne de poursuivre son existence dans la dignité, à partir des solidarités, des financements et des accompagnements collectifs nécessaires. Une loi de programmation et d'orientation sur l'adaptation de la société au vieillissement avait été annoncée. Malgré des avancées, nous sommes toujours dans une situation d'urgence sociale. La situation des personnes en perte

d'autonomie et leur accompagnement appelle des mesures fortes et rapides en termes de prise en charge, de structures de soins et d'accueil médicalisé, d'aide au maintien à domicile et au soutien des aidant(e)s. Et des **choix de société devant un enjeu de civilisation**. Aujourd'hui, le reste à charge des personnes et des familles atteint l'insupportable. Les aidant(e)s sont souvent isolé(e)s pour faire face à l'insuffisance de structures. Notre projet s'inscrit dans l'affirmation de notre défense de la protection sociale solidaire avec une sécurité sociale renforcée et élargie dans ses prérogatives, **avec comme fil conducteur : »l'humain d'abord.**

Sortir du matraquage fiscal des retraités

La réforme en profondeur de la fiscalité doit répondre au besoin de justice devant l'impôt et d'une autre répartition. Elle doit **favoriser la création de richesses utiles et la satisfaction des besoins sociaux, combinées à une pénalisation des gaspillages financiers et du capital**. Et pour cela nous faisons les propositions suivantes : Un impôt sur le revenu de type universel à taux et au nombre de tranches relevés ; un impôt sur les sociétés progressif et modulé selon l'affectation des bénéfices ; un

nouvel impôt territorial des entreprises taxant leurs placements financiers ; un ISF au barème rehaussé intégrant les biens professionnels modulés en fonction des efforts consentis en matière d'emplois et de formation ; un recul de la pression fiscale sur la consommation (TVA, TIPP) ; une réforme de la fiscalité directe locale passant par une véritable révision des bases d'imposition et le plafonnement de la taxe d'habitation.

Un pacte irresponsable pour la santé et la protection sociale !

Ce sont finalement plus de 23 milliards d'euros qu'a décidé de prélever le Premier ministre sur la sécurité sociale et la santé. C'est une remise en cause terrible de notre système de protection sociale solidaire ! Une telle ponction va frontalement percuter l'universalité de la sécurité sociale ! Le Medef le réclame depuis des années ! La remettre en cause, c'est remettre en cause l'architecture de la sécurité sociale inventée par Croizat.

Aujourd'hui, les retraités ont l'occasion de dire haut et fort leur attachement à une protection sociale solidaire, une sécurité sociale qui rembourse à 100% les soins prescrits, une démocratie sanitaire réinventée avec le retour des élections aux caisses de sécurité sociale, un pôle public du médicament, une prise en charge de la perte d'autonomie avec la sécurité sociale et le développement des services publics...

Les propositions du PCF en termes de protection sociale sont plus que jamais d'actualité pour une réelle alternative politique aux décisions de régression sociale subies depuis des années.



Parti communiste français 2, place du colonel Fabien 75019 Paris

Rejoignez le PCF : www.pcf.fr/30281

Réforme territoriale : changer d'objectifs, d'ambition et de méthode

VERS UNE RÉPUBLIQUE NOUVELLE

La République est à refonder. Notre pays connaît une crise démocratique profonde qui affecte toutes les institutions. Cette crise est le produit des politiques libérales menées depuis des années, confinant de plus en plus les pouvoirs publics au renoncement et à l'impuissance, cédant toujours plus de pouvoir aux logiques des grandes puissances financières.

Cette crise grave appelle un grand mouvement de renouveau démocratique dont notre peuple doit être l'auteur. Pas de changement possible de nos institutions démocratiques sans démocratie, sans consultation des Français. Toute réforme d'ampleur doit être soumise à la ratification populaire par référendum. Notre exigence pour cette réforme des institutions est claire : renouveau démocratique et relance des politiques publiques plus justes et plus efficaces.

La dérive autoritaire en cours

L'oligarchie financière, avec les forces politiques qui veulent bien la servir ont organisé le déclin de l'efficacité de l'action publique. Dans tous les pays d'Europe, on a ainsi cherché à réduire leur nombre et donc leur capacité d'action, sous couvert d'économies d'une part et de compétitivité d'autre part.



Ce que nous combattons

1. L'austérité qui impose des réductions de budgets pour les collectivités locales en affaiblissant les investissements comme la réponse aux besoins de la population et la garantie des droits humains fondamentaux.
2. Le culte de la compétition acharnée entre les territoires qui conduit à vouloir mettre les institutions publiques au service des projets des décideurs économiques, en les faisant fonctionner sur un mode managérial et technocratique.
3. La volonté affichée de réduire aveuglément le nombre des représentants du peuple et l'idée selon laquelle la démocratie coûterait trop cher et prendrait trop de temps.
4. La réduction insensée des budgets publics. Promettre l'efficacité, promettre une plus grande égalité et ne pas se donner les recettes nécessaires à l'action, c'est se condamner à l'échec.
5. La mort programmée de la décentralisation qui conduit à une recentralisation sur un État lui-même resserré et qui n'en finit pas d'abdiquer de ses responsabilités.

Ce que nous proposons

1) Le maintien d'un tissu démocratique dense : la commune, la participation et l'intervention citoyenne à tous les niveaux.

Les communes sont le centre de la vie démocratique nationale. Elles doivent être confortées et leurs moyens renforcés. La proximité de leur action publique est vitale pour la République.

A tous les niveaux de la République, nous voulons augmenter la participation et l'intervention citoyennes. Face à la crise de la démocratie représentative, la souveraineté du peuple doit connaître un nouveau processus de développement. Ce développement passe par un exercice collectif des responsabilités et la fin du présidentialisme à tous les étages.

2) Une architecture institutionnelle qui garantisse l'égalité sur tout le territoire, favorise le partage et la coopération, et non pas des institutions à la carte.

Le maintien des trois niveaux de collectivités actuelles (commune, département, région) est nécessaire au maintien d'une couverture harmonieuse et égalitaire de l'action publique sur le territoire. Ces collectivités doivent disposer d'assemblées élues à la proportionnelle, être dotées de ressources fiscales propres, et assurées de la clause de compétence générale. La suppression des départements, a fortiori accompagnée de l'agrandissement des régions, laisserait un vide béant sans niveaux intermédiaires. Les métropoles ne peuvent combler ce vide sur l'essentiel du territoire.

3) Les moyens de réelles politiques publiques ambitieuses.

Le programme d'austérité draconien prévu pour les collectivités doit être annulé et les dotations nécessaires pour répondre aux besoins rétablies et revalorisées. Ce n'est pas un coût sans retour. L'investissement public local est un des moteurs de la croissance.

4) Déprofessionnaliser la politique et la détechnocratiser ; généraliser la proportionnelle.

La seule véritable efficacité réside dans des mouvements choisis et décidés par le plus grand nombre et non imposés depuis le cerveau — fût-il éclairé — de quelques-uns. Nous voulons des institutions qui représentent mieux le peuple, avec des assemblées à parité, en limitant le cumul, en favorisant le renouvellement des mandats. Nous proposons de créer un véritable statut de l'élu pour permettre une plus grande rotation, une plus grande possibilité de donner de son temps au service du bien commun, un élargissement de celles et ceux qui sont dans l'action citoyenne.

5) Un processus constituant sanctionné par la consultation des Français.

Nous proposons la mise en place d'un processus constituant. Les multiples retouches apportées à notre Constitution nécessitent désormais une remise à plat, intégrant tous les échelons de la vie démocratique et tous les champs, y compris celui de la protection sociale.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :

Face à l'extrême droite, tou-te-s mobilisé-e-s pour l'égalité et la solidarité

Les résultats des élections européennes sont un véritable cataclysme politique dans notre pays. Cela ne correspond pas à nos valeurs, celles du mouvement social. Notre camp, c'est celui qui s'indigne et se mobilise contre l'expulsion des sans-papiers, contre les violences, misogynes, homophobes et racistes. C'est celui qui croit en l'égalité et la solidarité, qui rembourse la contraception et l'IVG, qui s'est engagé pour les droits des femmes. Celui qui a su bâtir un modèle social qui garantit à tou-te-s l'accès à la santé et à l'éducation. Cette France qui croit aux idéaux d'égalité et de progrès doit se mobiliser.

Face aux idées réactionnaires et dangereuses du Front National et à la montée des idées d'extrême droite, nous nous engageons. Ils veulent détruire les droits acquis, ils considèrent qu'une épidémie mortelle est une solution au « problème » de l'immigration. Ils ont manifesté contre l'égalité des droits, leurs groupuscules fascistes réaffirment leur nature violente. Plusieurs de leurs militants ont été reconnus coupables de meurtres racistes. Il ne faut pas se laisser abuser : ce n'est pas parce que la « façade » de ce parti a changé que son fond idéologique a évolué. Il se sont toujours opposés à toute forme de progrès.

L'intégrisme de leurs revendications est doublé d'une hypocrisie économique : celui du capitalisme le plus sauvage. L'application de leur programme se révélerait une catastrophe pour les classes populaires.

Quand il s'inscrit dans la lignée de ses prédécesseurs, celle des politiques néo-libérales, le gouvernement est responsable. Cet enfermement a conduit à l'austérité, au refus de construire une alternative pour répondre aux attentes des perdants du système : ceux qui sont exclus et précarisés. Ce climat entretient la défiance, le dégoût d'une génération qui s'est mobilisée pour le changement. Les jeunes ont gonflé les rangs de l'abstention comme jamais : plus de 50% aux élections municipales et 73% aux élections européennes. La priorité jeunesse, qui devait signer le retour au droit commun pour les jeunes, reste une vague promesse.

Nous refusons l'immobilisme et les régressions sociales. La France n'a jamais été aussi riche. Nous avons les moyens d'assurer à tou-te-s l'égalité et la justice en répartissant les richesses, et de créer de l'emploi pour tou-te-s. Il est de notre responsabilité de transformer la société, non pas d'en exalter les craintes. Pour combattre l'extrême droite nous ne devons pas faiblir sur nos valeurs, nous devons continuer à porter le progrès. C'est pour cela que nous nous mobilisons pour le droit de vote des étranger-e-s, la régularisation des sans-papiers et l'accès à la PMA pour toutes. Mais combattre le Front National, c'est aussi répondre à l'urgence sociale, en affirmant notre opposition à l'austérité, en exigeant l'augmentation des minima sociaux, l'augmentation et l'encadrement des salaires et en assurant l'accès de tou-te-s aux services publics indispensables. Répondre aux besoins essentiels c'est lutter contre l'exclusion, la peur de l'autre et la xénophobie.

La justice sociale et la transformation sociale et écologique doivent être au cœur des politiques menées, contrairement à la réduction des déficits et de la dette.

Il est donc temps de reprendre en main notre avenir en permettant à chaque jeune de bénéficier d'une formation et d'un emploi de qualité. Nous, génération sacrifiée, décidons de reprendre notre place dans la marche de l'Histoire. Nos droits ne sont pas le fruit du hasard, ils sont issus des luttes et des combats passés.

Loin d'être résignée, et révoltée d'être prise comme prétexte, c'est la jeunesse qui redonnera du sens à l'engagement collectif. C'est un combat entre deux mondes que nous menons, nous sommes déterminé-e-s, uni-e-s, prêt-e-s à mener la bataille pour l'égalité et la liberté.

C'est donc ensemble que nous appelons les forces progressistes, les jeunes et les salariés, à s'unir afin de soutenir la jeunesse et créer une dynamique populaire.

L'ensemble des organisations sus-nommées appellent donc la jeunesse et l'ensemble de la population se retrouvant dans les valeurs d'égalité, de liberté et de solidarité que nous portons à se rassembler le **jeudi 29 mai à 14h sur la Place de la Bastille et partout en France, pour affirmer que la France du Front National à 25% n'est pas la leur !**



Conséquences pour les entreprises françaises du blocus de Cuba par les États-unis

Mardi 20 Mai 2014

André Chassaigne interroge M. le ministre des affaires étrangères et du développement international sur les conséquences pour les entreprises françaises du blocus de Cuba par les États-unis

Pour exemple, BNP Paribas est menacée par les autorités américaines de lourdes sanctions financières pour avoir effectué des transactions liées à des activités commerciales avec Cuba. Après d'autres, la banque française se heurte aux effets de l'embargo américain, utilisé comme moyen de pression pour changer le système politique cubain. L'obligation de se fournir sur des marchés lointains entraîne en effet des surcoûts exorbitants, au détriment du quotidien du peuple cubain.

Cet embargo pénalise depuis plus d'un demi-siècle les entreprises étrangères qui veulent travailler avec la République populaire de Cuba.

L'embargo est aussi financier : la traque contre les transactions financières internationales cubaines est un des traits dominants de l'application du blocus. Cuba ne peut effectuer des transactions internationales en dollars ni détenir de compte dans cette monnaie dans les banques de pays tiers. Consolidé depuis 1962 par un empilement de législation (dont les lois Torricelli de 1992 et Helms-Burton de 1996), le blocus américain entrave d'autant plus l'économie cubaine qu'il a une application « extraterritoriale », c'est-à-dire qu'il concerne des entreprises non américaines travaillant hors du territoire américain. L'État cubain et sa population ne peuvent pas acquérir des biens dont au moins 10 % des composants sont américains, ce qui les prive d'un grand nombre de produits incorporant de la technologie américaine, notamment informatique.

Ainsi, sur le sol français, l'ambassade de Cuba à Paris a été dans l'impossibilité de faire procéder à la maintenance puis au remplacement de ses ascenseurs par une entreprise européenne et a dû faire appel à un fournisseur asiatique. À cause du blocus, les entreprises qui veulent travailler à Cuba doivent bénéficier de l'appui de leur État avec des cautions financières plafonnées, comme c'est le cas en France avec la Coface. Mais elles sont ensuite interdites de relations commerciales avec les États-unis.

L'assemblée générale des Nations-unies a condamné l'embargo à de multiples reprises. Les diplomates européens en poste dans l'île dénoncent les procédures lancées contre les banques européennes.

Les banques françaises ont cependant dû fermer leurs agences cubaines et interrompre toutes leurs relations avec l'île. Il l'interroge sur les actions entreprises par la France pour la levée de cet embargo et pour s'opposer à l'ingérence d'un État tiers sur les relations financières et économiques de notre pays avec la République populaire de Cuba.

Il lui demande de condamner ce blocus illégal imposé au peuple cubain et d'exiger publiquement sa levée.

Question N° : 55442 Question publiée au JO le : 13/05/2014 page : 3756

Inde : Les communistes gagnent des sièges en Andhra Pradesh et Odisha

Lundi 19 Mai 2014

Alors que se déroulaient en Inde des élections législatives, certains états renouvelaient leurs parlements régionaux où leurs Vidhan Sabha (sorte de Sénat régional). Pour les partis communistes le bilan est positif, 3 circonscriptions sont gagnées malgré un mode de scrutin guère favorable aux "petits" partis - article et traduction Nico Maury

En Andhra Pradesh 293 sièges étaient en jeu, les partis nationaux (BJP et INC) sont largement étouffés par les partis régionaux, ces derniers se partagent les sièges. L' Indian National Congress recueille 11,7% des voix et 20 sièges, le BJP qui a remporté les législatives nationales recueille que 4,7% et 9 sièges.

Les communistes présentaient des candidats dans certaines circonscriptions de l'état, le Parti Communiste d'Inde marxiste (CPIM) remporte 1 circonscription et 0,8% des voix (407.376 suffrages), Sunnam Rajaiiah parvient à battre un candidat sortant avec une avance de 1815 voix. Le Parti Communiste d'Inde remporte lui aussi une circonscription, il remporte 0,5% des suffrages et 254.859 voix.

Dans l'assemblée de l'état de l'Odisha les communistes seront représentés avec Laxman Munda (CPIM) qui s'impose dans la circonscription de Bonai avec une avance de 1818 voix sur le candidat du Biju Janata Dal (parti qui remporte les élections avec 117 sièges et 43,4% des voix). Le candidat communiste remporte 39.125 vote dans cette circonscription. Le CPIM a recueilli, là où il se présentait, 80.274 suffrages (0,3% des voix au niveau de l'état) et le CPI 0.5% pour 110.458 suffrages.

Les communistes n'étaient plus représentés dans ces états depuis les élections de 2004.

Petite vague rouge sur le Belarus lors des élections locales

Mercredi 21 Mai 2014

Le Bélarus, ce pays le plus stable d'Europe orientale, le plus socialement développé, ce petit bout d'Union Soviétique entre l'Union Européenne et la Russie vient de connaître des élections locales ce 23 mars 2014. Pour les communistes de Minsk les résultats sont savoureux et ils montrent que là où le KPB gagne c'est parce que les militants le font vivre - article et traduction Nico Maury

Au Belarus se tenait le 23 mars 2014 des élections pour les Conseils (soviets) locaux, 18 816 sièges étaient à pourvoir. 63,8% des candidats sont des non encartés désignés par les citoyens grâce à une collecte de signatures, 32,7% des candidatures sont issues des syndicats, 3,4% des partis politiques. Le Parti Communiste du Belarus a présenté 276 candidats dans ces circonscriptions.

209 élus sur 277 candidats

Dans la Région de Brest (Voblast) le KPB obtient 20 élus, dans la région de Vitebsk 31 élus, dans la région de Gomel 33 élus, dans la région de Grodno 8 élus, dans la région de Minsk 78 élus, dans la région de Mogilev 32 élus, et dans le Gorod de Minsk (Conseil de la ville) les communistes remportent 4 sièges et 7% des voix. Ce bilan des élections locales et municipales est très positif pour le Parti Communiste du Bélarus (KPB), notamment pour le Comité régional de Minsk du KPB qui réalise des scores importants. Maria Nikolaïevna, Première secrétaire du Comité régional de Minsk détaille ce succès.

Le centre du pays, bastion des communistes

113 communistes ont été présentés pour ces élections dans l'oblast de Minsk, 8 dans les circonscriptions pour le Soviet de l'oblast de Minsk, 51 candidats dans les districts urbains et 54 dans les districts des villages. A l'issue des élections, 91 communistes ont été élus (206 sur l'intégralité du pays). Les meilleurs résultats ont été obtenus par les comités de district de Vialejka (18 candidats et 16 élus), Kletsk (17 candidats et 16 élus), Slutsky (19 candidats et 17 élus) Nesvizhski (12 candidats et 12 élus) Logojsky (6 candidats et élu 4), Bérézina (candidat 6 et 5 élus) Starodorozhski (6 candidats et 4 élus), Borisov (5 candidats et 3 élus), Volozhin (5 candidats et 5 élus).

Pour Maria Nikolaïevna ce qui a contribué à ce succès c'est le travail méticuleux des comités du parti, et le travail de promotion de nouveaux cadres en lien avec les changements dans les groupes sociaux, les communistes ont intensifié les actions du parti dans la population active, il a renforcé ses liens avec les syndicats, les anciens combattants, les jeunes, les femmes et d'autres organisations de la société civile de la région.

La campagne électorale a été utilisée pour promouvoir le programme du Parti Communiste pour renforcer son influence sociale et politique. Les candidats du Parti Communiste, en plus d'une campagne classique sont aller rencontrer les électeurs dans les circonscriptions, pour informer et discuter du programme électoral. Ils ont utilisé les radios locales, ainsi que la presse régionale.

Belgique : Le retour des communistes aux Parlements

Lundi 26 Mai 2014

C'est une grande nouvelle pour le mouvement communiste en Belgique, le PTB-go aura 2 élus au Parlement fédéral de Belgique, 2 élus au Parlement wallon, et 4 élus au Parlement bruxellois

Absents du parlement depuis 1985, les derniers députés communistes avaient été élus (et d'extrême justesse) dans les arrondissements de Huy - Waremme (province de Liège) et de Nivelles (province du Brabant, partie francophone). Le dernier sénateur venait du Borinage (entité de Mons, dans la province du Hainaut). Une campagne de haine venant des médias assimilait systématiquement le PC aux CCC (groupe terroriste). Et depuis cette année noir, 1985, le monopole de la défense politique des milieux populaires a été laissé au PS. Si les élections confirment cette percée, ce sera la fin d'une traversée du désert de près de 30 ans.

En Belgique, le Parti du Travail belge (PTB) fait une percée spectaculaire permettant l'élection de 8 députés dans les différents parlements. "On peut parler d'un moment historique car, pour la première fois depuis 25 ans, une nouvelle famille politique, de la vraie gauche, représentée en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles, va faire son entrée dans les parlements", déclare Raoul Hedebeuw, porte-parole de PTB-go.

Les résultats encourageant du PTB/PVDA - go:

Parlement fédéral : 1,8% et 2 députés

Parlement Wallon : 5,5% et 2 députés

Parlement bruxellois : 3,4% et 4 députés

Parlement flamand : 2,5% et 0 député

Parlement européen : 1,8% et 0 député

Dans la région de Dnipropetrovsk, le KPU remporte une municipale en pleine hystérie anticommuniste

30 Mai 2014

Malgré les menaces et l'intimidation du gouvernement ukrainien actuel, les communistes et leurs sympathisants continuent activement leur travail. Et, l'hystérie anticommuniste semble ne pas apporté le but recherché - article et traduction Nico Maury

Ainsi, l'élection du maire qui s'est tenue dans la ville de Piatihatki (19.000 habitants), située dans la région de Dnipropetrovsk, le 25 mai, a été remporté par le candidat du Parti Communiste d'Ukraine, Valentin Demyanchuk, il a obtenu 27% des voix. "Je vais travailler pour le bénéfice de tous les habitants de notre ville et je vais tout faire pour justifier la confiance de mes compatriotes".

Le premier secrétaire du comité régional du Parti Communiste d'Odessa, Eugène Tsar'kov a déclaré que la tentative visant à interdire le Parti Communiste en Ukraine est non seulement contraire au droit international, en particulier les dispositions de la Commission de Venise, mais aussi va contre le sens commun. "En dépit de la persécution par le soi-disant« gouvernement démocratique », les positions du Parti communiste trouvent toujours un écho dans la population.

Il a ajouté que l'élection du maire de Piatihatki indique que, malgré la puissance de la guerre menée contre le Parti Communiste, cette dernière est vouée à l'échec.

A Béziers, Aimé Couquet (PCF) demande au sous-préfet d'intervenir

Dimanche 1 Juin 2014

<http://www.lamarseillaise.fr/herault-du-jour/politique/29050-a-beziers-aimé-couquet-pcf-demande-au-sous-prefet-d-intervenir>

Coup de théâtre : le conseiller municipal d'opposition interpelle Nicolas de Maistre pour trois délibérations votées au conseil municipal qu'il juge illégales

Le conseiller municipal (PCF) d'opposition Aimé Couquet a écrit au sous-préfet, Nicolas de Maistre. L'objet de sa lettre ? Il souhaite l'intervention du représentant de l'État sur des anomalies constatées lors de la séance du conseil municipal du 27 mai, sur trois délibérations contenant des dispositions contraires à la loi ou au règlement qui ont été adoptées.

Celle du rapport n° 1 d'abord, par laquelle le conseil a adopté le budget supplémentaire qui réduit (de 364 950 euros) « illégalement » la subvention allouée au centre communal d'action sociale (CCAS). « Elle contrevient aux dispositions de l'article L. 2311-7 du code général des collectivités territoriales et de l'avis [du 7 août 2008] du Conseil d'État, explique le conseiller communiste. La diminution d'une subvention allouée lors du vote du budget primitif ne me semble pas pouvoir être diminuée par une décision ultérieure dès lors que son montant et le bénéficiaire ont été clairement précisés et identifiés. »

La délibération du rapport n° 32 approuvant le règlement des activités périscolaires « qui réserve l'accès du service aux seuls enfants dont les deux parents travaillent, viole, elon A. Couquet, le principe jurisprudentiel d'égal accès au service public ». Il cite la décision du Conseil d'État (10 mai 1974) pour appuyer ses dires : « Seules les discriminations qui répondent à des situations différentes des usagers vis-à-vis du service public ou qui sont fondées sur des considérations d'intérêt général liées au fonctionnement même du service public, sont légales. »

Enfin le rapport n° 43 décidant la mise à disposition d'un agent communal au commissariat de police, « sans contrepartie financière », est « contraire », d'après le conseiller d'opposition au « décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 ». « L'article 2 [de ce] décret précité prévoit que la convention de mise à disposition conclue entre la collectivité territoriale (...) et l'organisme d'accueil définit notamment la nature des activités exercées par le fonctionnaire mis à disposition [ses conditions d'emploi, les modalités du contrôle, etc.]. L'organisme d'accueil rembourse à la collectivité territoriale ou à l'établissement public d'origine la rémunération du fonctionnaire mis à disposition, les cotisations et contributions y afférent, ainsi que les charges », expose-t-il. « Or, la convention approuvée par l'assemblée délibérante ne prévoit aucune contrepartie financière à la mise à disposition d'un agent communal au bénéfice du commissariat de police pour effectuer des tâches d'entretien des locaux. Pour ce motif, la délibération approuvant la convention de mise à disposition est irrégulière. »

Bref, « ces illégalités, irrégularités ou violations des principes posés par la jurisprudence administrative revêtent un caractère suffisamment manifeste et grave pour justifier l'annulation des délibérations litigieuses » peste A. Couquet qui conclut sa lettre en demandant au sous-préfet « de faire application de l'article L. 2131-6 du code général des collectivités territoriales qui vous permet de saisir le juge administratif d'un déféré tendant à l'annulation des délibérations contestées. »

Pétitions en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.



Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donssep.caissedesdepots.fr/?journal=humain>